



LE GOUVERNEUR
DE LA PROVINCE DE NAMUR

ARRÊTÉ DE POLICE

Le Gouverneur de la Province de Namur,

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1er, e) ;

Vu la déclaration de l'OMS de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836 et en particulier son article 128 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, telle que modifiée, et particulièrement ses articles 4 et 11 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national et en particulier son article 28 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 tel que modifié les 1^{er} et 28 novembre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 en particulier son article 27 ;

Vu son arrêté de police du 28 octobre relatif au masque ; obligation d'en avoir à disposition avec soi et obligation de le porter dans les lieux et circonstances définis par ledit arrêté ;

Vu son arrêté du 18 novembre 2020 prolongeant son arrêté du 28 octobre 2020 précité jusqu'au 13 décembre 2020 inclus ;

Considérant que si une évolution positive continue à être observée au niveau de divers indicateurs en province de Namur notamment, il ressort néanmoins du rapport d'évaluation de la situation épidémiologique du Risk Assessment Group du 10 décembre 2020 que la province de Namur présente toujours une incidence (nombre de contaminations par 100.000 habitants) plus élevée que la moyenne nationale ;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir des mesures proportionnées destinées à limiter la propagation du virus ;

Considérant que le port du masque est un moyen de lutte contre la propagation du virus ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 tel que modifié permet toujours aux autorités locales, en son article 25, de déterminer tout lieu privé ou public à forte fréquentation où le port du masque est obligatoire et, en son article 27, de prendre les mesures complémentaires requises par la situation ;

Considérant que la situation propre à la province de Namur dans laquelle l'incidence reste plus élevée qu'au niveau national justifie le maintien de mesures prises en application des articles 25 et 27 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 tel que modifié en ce qui concerne les lieux et circonstances où il convient de porter un masque ou de l'avoir avec soi ;

ARRÊTE :

Article 1 - Toute personne, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, est tenue d'avoir à disposition sur soi un masque (ou une alternative en tissu permettant de couvrir le nez et la bouche) lorsqu'elle se trouve sur la voie publique ou dans les lieux accessibles au public, et ce afin de pouvoir le porter lorsqu'il est rendu obligatoire ;

Article 2 - Le port du masque (ou d'une alternative en tissu permettant de couvrir le nez et la bouche) est obligatoire pour toute personne à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis:

- sur les marchés ;
- pour le public, dans les parties accessibles au public des bâtiments publics ;
- lorsqu'elle se trouve dans une file ou un groupe d'attente dans l'espace public et ce quel que soit le motif de l'attente ;

Article 3 - Lorsque le port du masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé. Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical ne sont

pas tenues par les disposition du présent arrêté prévoyant cette obligation ;

Article 4 - Le présent arrêté ne fait pas obstacle à des réglementations communales plus restrictives et à l'obligation du port du masques dans tous les lieux définis par les autorités communales en application de l'article 25, 6° de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 tel que modifié ;

Article 5 - Le présent arrêté est applicable sur l'ensemble du territoire de la province de Namur à partir du 14 décembre 2020 et jusqu'à nouvel ordre ;

Article 6 - Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté ;

Article 7 - Les infractions aux dispositions de l'articles 1 du présent arrêté seront sanctionnées des peines prévues à l'article 1er de la loi du 6 mars 1818, modifiée par les lois du 5 juin 1934 et du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs ;

Article 8 - Les infractions aux dispositions de l'articles 2 du présent arrêté seront sanctionnées des peines prévues à l'article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Article 9 - Le présent arrêté sera notifié par courriel :

1° Pour disposition

- a) À l'ensemble des Bourgmestres de la province de Namur chargés de l'afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b) À l'ensemble des Zones de police de la province de Namur ;
- c) À Monsieur le Directeur coordinateur administratif de l'arrondissement judiciaire de Namur ;
- d) A Monsieur le Procureur général de Liège ;
- e) À Monsieur le Procureur du Roi de Namur.

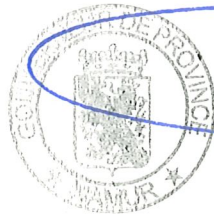
2° Pour information

- a) À Monsieur le Premier Ministre ;
- b) À Madame la Ministre de l'Intérieur ;
- c) A Monsieur le Ministre fédéral de la Santé publique ;
- d) À Monsieur le Ministre-Président de la Wallonie ;
- e) À Monsieur le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- f) A Monsieur le Ministre régional des Pouvoirs Locaux ;
- g) À Madame la Ministre régionale de la Santé ;
- h) Au Centre de crise national ;
- i) Au Centre régional de crise ;

- j) Au Collège provincial de la province de Namur, chargé de la publier dans le Bulletin provincial.

Fait à Namur, le 11 décembre 2020

Le Gouverneur,



D. MATHEN

Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d'Etat, sis au 33, rue de la Science, à 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmni.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la publication du présent arrêté, conformément aux loirs coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.